

# L'avenir du mouvement de lutte à la BnF contre la casse du service public.

La journée de grève du mardi 8 décembre à la BNF a clairement montré la volonté des agents de notre établissement de s'opposer à son démantèlement à travers la RGPP, les suppressions de postes, la baisse du budget et la précarité. Nous étions plus d'une centaine en AG et nous avons réussi à bloquer les accès du site de Tolbiac pendant 3 heures, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

Si ce mouvement a permis d'obtenir un rendez-vous avec la direction de la BNF, et que nous obtenons des avancées au niveau local: tant mieux. Pour autant nous pensons qu'il ne faut jamais perdre de vue que nous devons nous inscrire dans le cadre du mouvement de grève nationale entamé depuis le 2 décembre au ministère de la Culture. Parmi nos revendications, il y a le retrait de la RGPP, l'arrêt de la suppression d'un départ à la retraite sur deux et la restitution des subventions. Si nous pensons que la direction de notre établissement ne peut s'affranchir de sa responsabilité, nous savons aussi que ces mesures sont la conséquence d'une politique gouvernementale désastreuse. C'est donc à ce niveau qu'il faut continuer d'agir, et cela en coordination avec nos collègues des autres établissements.

Nous souhaitons que les Assemblées Générales se prononcent par des votes sur les questions débattues afin d'éviter toute impression de flou et tout malentendu. En particulier sur le point le plus important, à savoir : comment nous assurons la construction d'un mouvement de lutte fort à la BNF et son inscription dans le mouvement national comme cela se fait au Louvre, à Orsay, à Versailles, aux Archives Nationales, dans les monuments tels que la Sainte-Chapelle, la Conciergerie,

Notre-Dame.

Nous proposons donc que l'AG de demain décide d'utiliser le préavis de grève national reconductible et que la BNF s'engage clairement dans le mouvement au niveau national. Aussi, afin de faire tenir cette grève dans la durée et de limiter les pertes financières pour les agents, nous proposons de mettre en place une caisse de grève locale comme vient de le faire l'intersyndicale nationale.